

Français — Message n°40 (SHAMA)

« Les non-croyants, manipulés et mercenaires de l'ennemi »

Si, au moment où Ali Khamenei—malgré son aveu explicite et véridique de ne pas remplir les conditions légales—avait usurpé votre pouvoir, nous n'étions pas restés silencieux, il n'aurait pas osé vous traiter de mauvaises herbes, d'apolitiques, de sans honneur, de microbes sociaux, etc. Et aujourd'hui, avec l'ordre de « feu à volonté » et l'instruction de vous « remettre à votre place », il ne se moquerait pas de vous et de votre soulèvement national, et, en disant « un certain nombre de non-croyants manipulés, mercenaires de l'ennemi », il ne vous attribuerait pas ce qui ne sied qu'à lui.

Si, lors du premier vaste scandale de corruption de 123 milliards—alors même que le mandat de Rafighdoost à la Fondation des Déshérités n'était pas encore terminé—il avait renouvelé « son mandat » pour une période suivante, et que la justice servile avait « exécuté » Fazel Khodadad tandis que le frère de Haj Mohsen échappait au danger; si nous n'étions pas restés silencieux face à ces « injustices », le dirigeant déchu n'oserait pas dire à propos de la corruption des trois mille milliards : « Ne tirez pas l'affaire en longueur », et les pillages de plusieurs milliers de milliards n'auraient pas conduit l'économie au désastre et vous à la pauvreté généralisée.

Si, lors du coup d'État électoral de 1388, nous avons trouvé une direction forte pour neutraliser le coup et guider votre soulèvement, il n'aurait pas osé, dans un pays qui a connu des chefs de gouvernement tels que Qa'em-Maqam Farahani, Amir Kabir, Mohammad-Ali Foroughi, Ahmad Qavam et Mohammad Mossadegh, imposer par l'ingénierie électorale un ignorant de niveau primaire comme président; ni maintenir des personnes en assignation à résidence illégale pendant quinze ans sans procès; et aujourd'hui il ne vous traiterait pas de « non-croyants manipulés, mercenaires de l'ennemi ».

Si le dirigeant déchu n'était pas certain du soutien des commandants des forces armées, oserait-il une telle insolence envers la nation ?!

Et si le général Habibollah Sayyari, héros de la Défense sacrée, avec ses forces, avait déclaré son lien avec le peuple, le premier martyr de la nouvelle phase du soulèvement national aurait-il eu lieu à Fasa, sa ville natale héroïque ?!

Si, il y a 23 ans, un professeur de la Faculté de droit et de sciences politiques de l'Université de Téhéran, par une lettre ouverte et un raisonnement juridique solide, avait contesté la légalité de Khamenei, la fausseté de sa « marja'iyat » et ses politiques internes et externes—dont sa ligne anti-américaine, anti-israélienne et centrée sur la question palestinienne—et si nous n'étions pas restés silencieux face à son arrestation, sa torture et son renvoi après 28 ans d'enseignement, des laudateurs peu instruits réduiraient-ils aujourd'hui l'université à la médiocrité en se faisant passer pour des professeurs ?!

Notre problème aujourd'hui ne relève plus seulement de la « tyrannie »; il relève de l'« humiliation » : rabaisser un peuple.

La question centrale est donc : au cœur de cette révolution, comme dans les soulèvements précédents et infructueux—au moment même où l'on pouvait conclure, comme lors d'Achoura

1388—abandonnerons-nous le mouvement et rentrerons-nous chez nous les mains vides malgré de lourds coûts, de sorte que l'impréparation et l'hésitation renforcent le dirigeant trompeur et ouvrent la voie à l'intervention de Trump et Netanyahu, pour que l'histoire de l'humiliation du Venezuela se répète pour notre grande nation ?!

Et, quoi qu'il en soit, ces gens que le dirigeant déchu qualifie de « non-croyants manipulés, mercenaires de l'ennemi » supporteront-ils cette « humiliation » et cette « bassesse » ?!

Le Conseil révolutionnaire national d'Iran considère une telle honte indigne de la grande nation. En rappelant des périodes où, avec un peu de persévérance, on aurait pu accomplir l'extraordinaire, mais où faute de direction, d'ordre et de plan nous avons laissé le champ à la tyrannie du Shah ou du Sheik, nous portons à votre connaissance :

1) Désormais, reculer dans la lutte n'est pas seulement « imprudent » : c'est une « trahison » envers le sang pur versé pour la « liberté et la justice ».

2) Renoncer à la lutte revient en soi à « confirmer » les accusations (impies, manipulés, mercenaires, etc.). Poursuivre les protestations et les grèves avec grandeur, de manière civilisée et avec ardeur et discernement, est non seulement « honorable et sage », mais aussi une réponse à ses « divagations ».

3) Comme annoncé dans le message n°38 (1404/10/13), la « responsabilité entière » de tout dommage humain ou matériel incombe aux commandants des forces armées qui, par « tergiversation » à rejoindre le peuple, ne mettent pas fin aux « illusions » du commandement suprême traître et déchu.

4) Organisons les protestations et grèves des prochains jours de manière si civilisée et étendue qu'elles servent d'« exercice et de manœuvre » de préparation aux « protestations nationales » du mercredi 1404/10/17, au point de susciter l'admiration du monde.

5) ... (Front commun du Sud) ...

6) ... (Appel à la profession d'avocat) ...

7) [Réécrit dans un cadre juridique non-violent]

Alors que les mains des éléments « feu à volonté » du dirigeant déchu se couvrent du sang des « demandeurs de justice », nous soulignons le droit du peuple à la **protection légale** et à la **légitime défense** face à tout **danger ou agression actuel ou imminent**, dans le strict cadre de la loi et dans le respect des conditions légales. Nous rappelons que la défense légitime est, par nature, une mesure **préventive** visant à **neutraliser le danger et prévenir le crime**, et qu'au regard des dispositions juridiques citées, elle peut aussi être invoquée en cas de danger ou d'agression illégitime provenant d'agents de l'État—sous réserve des conditions prévues par la loi. Nous insistons donc sur le fait que les citoyens peuvent prendre les **mesures légales et non-violentes** nécessaires pour se protéger et protéger autrui, et que les autorités assument la responsabilité de prévenir tout préjudice et d'assurer la sécurité publique.

8) Notre lutte repose sur une stratégie de résistance « non-violente »; hormis l'exception de la légitime défense, nous devons empêcher la « ruse » consistant à entraîner le mouvement dans la violence.

Peuple fier d'Iran — Vive l'Iran

Conseil révolutionnaire national d'Iran — 1404/10/14